

Affaires courantes

Donc, comme je le disais hier, le gouvernement truque les comptes. Nous pensons qu'il le fait. Vous savez que nous le pensons. Le vérificateur général, quant à lui, dit que le gouvernement n'utilise pas les méthodes comptables répandues dans le secteur privé.

Pourquoi des employés de la fonction publique peuvent-ils faire avec des fonds publics ce qu'ils ne pourraient pas faire dans une entreprise privée avec les fonds de cette entreprise?

• (1220)

Si le ministre des Finances, dans sa vie antérieure de vendeur d'auto, avait utilisé les méthodes comptables qu'il utilise maintenant dans la fonction publique, il aurait probablement été traîné devant les tribunaux par Revenu Canada car, dans le secteur privé, vous ne pouvez pas faire ce qu'il fait pourtant dans le secteur public. Nous voulons dénoncer ses pratiques.

M. Hawkes: Monsieur le Président, quelle occasion j'ai là! Comment ce député peut-il avoir la prétention de dénoncer nos méthodes de tenue de livres quand, dans les années 80, lorsque je siégeais de l'autre côté, je pouvais voir que toute ressemblance entre ce que le ministre des Finances disait et la réalité était toujours pure coïncidence. Le député fait partie du groupe qui a rayé tout le déficit de la caisse d'assurance-chômage des comptes publics du Canada et l'a camouflé pour ne pas avoir à le rapporter au Parlement.

C'est encore l'histoire de la paille et de la poutre. Les accusations du député sont tellement farfelues qu'elle n'ont aucune espèce de crédibilité. J'ai peine à répliquer au député tellement ses déclarations sont odieuses et exagérées.

Il oublie de rendre à César ce qui lui appartient. L'an dernier, le vérificateur général a déclaré: «C'est un exposé précis des comptes publics du Canada.» C'était la première fois de mémoire d'homme qu'il pouvait présenter une vérification sans remarques. Cette année, il dit que nous avons fait rapport de tout. Cela manque dans les affirmations du député. Vous lui avez fait un rapport complet. Vous avez seulement joué un peu avec les années dans votre présentation de la façon dont vous alliez en rendre compte. Mais vous nous avez bien donné tous les chiffres, vous n'avez pas tenté de les dissimuler sous le lit ni de les jeter par la fenêtre. Vous nous les avez tous donnés et ça, c'est très important.

Il prétend ensuite qu'ils ne veulent pas que les autres ministères suivent l'exemple des Finances. Ça, c'est les libéraux tout crachés.

Savez-vous ce que fait le ministère des Finances, monsieur le Président, et ce qui a tellement agacé notre président du comité? C'est qu'il fait des économies de frais généraux. Il supprime des postes de direction pour avoir plus d'argent disponible pour les évaluations. Il diminue le nombre de personnes payées à brasser des papiers et à se tourner les pouces.

Oui, nous voulons que chaque ministère fasse des économies. Nous n'avons pas honte de le dire. Nous voulons qu'ils fassent tous des économies et qu'ils réduisent leurs frais généraux. Et nous espérons bien qu'ils emboîtent le pas du ministère des Finances. Nous leur donnerons même une petite prime de temps en temps s'ils nous font économiser 100 ou 200 millions de dollars. Nous leur donnerons 3 ou 5 mille dollars de plus sur leur chèque de paye en fin d'année pour les récompenser de leur bonne conduite et nous n'avons d'excuses à faire à personne.

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, j'ai écouté avec grand intérêt les commentaires sur la façon dont le gouvernement actuel gère les finances de ce pays depuis 1984 et j'ai du mal à accepter certaines des choses qui ont été dites, parce qu'il y a un fossé entre la réalité et ce qui a été dit.

C'est ce que j'ai pu constater en consultant le *hansard* et même en lisant une note du cabinet de M. Wilson, selon laquelle la dette nationale, qui était de 180 milliards de dollars environ quand ils sont arrivés au pouvoir, est maintenant de 400 milliards. Grâce à la gestion éclairée des conservateurs, la dette a plus que doublé. Ils parlent d'intérêts de 3 milliards. Je me demande où ils sont allés chercher ce chiffre. Ils ont hérité d'une dette de 160 ou 170 milliards, j'en conviens; mais les intérêts sur cette dette ne peuvent s'élever à 3 milliards! Maintenant, ils sont de 3 ou 4 milliards à cause de leurs dépenses.

L'autre question à laquelle on a constamment fait allusion est le fait que les conservateurs ont augmenté les impôts d'au moins 40 p. 100 depuis qu'ils sont au pouvoir. Lorsque nous commençons à considérer cette énorme augmentation d'impôt, ils se vantent de savoir bien mieux gérer l'économie.

Nous voyons donc des augmentations d'impôt absolument abominables, un endettement qui a doublé, un taux de chômage qui monte en flèche et, maintenant, l'imposition d'un plafond aux programmes.